

Logiques disciplinaires et savoirs d'expérience : démarches en géographie humaine

Intervention au séminaire transversal des écoles doctorales SHS et ALL

21 mai 2015

Campus de Villejean, salle S201

Yvon Le Caro

MCF de géographie et aménagement des espaces ruraux

UMR CNRS 6590 ESO Espaces et sociétés

Université européenne de Bretagne – Rennes 2

Mél : yvon.lecaro@uhb.fr

Page professionnelle : <http://perso.univ-rennes2.fr/yvon.lecaro>

Pages personnelles : yvon.lecaro.free.fr

Intro générale

Bonjour à tous et toutes, dans vos quatre coins de la Bretagne. Après l'expérience des salles immersives qui affichent un uniforme ciel bleu, nous travaillons ensemble à Villejean sous une frisquette et bruineuse brise d'ouest-nord-ouest...

Je tiens à remercier Brigitte et Laurent pour l'organisation et pour m'avoir proposé d'intervenir. C'est un honneur que je suis heureux de partager avec Hervé.

Je vous remercie aussi d'être venu-e-s !

Mais d'abord d'où je viens et où je vous propose d'aller !

Photo : Chemin creux en Normandie © YLC

D'où je viens

Je suis agronome de formation, ensuite j'ai été prof d'économie de l'entreprise agricole en BTS pendant 15 ans, et puis je suis devenu géographe en 2002 en soutenant une thèse sur les « usages récréatifs de l'espace agricole » (Le Caro, 2007). A travers cette expérience j'ai vécu en moi même l'intérêt des approches transdisciplinaires (on va dire que je suis tombé dedans quand j'étais petit...). La succession des positions correspond aussi à une évolution de mon regard sur les partenaires les plus fréquents dans mon travail, les agriculteurs et les agricultrices :

- en tant que jeune agronome j'ai privilégié la relation de conseil : développement rural au Congo, puis conseil aux agriculteurs du Doubs ;
- en tant que prof de gestion, l'accompagnement d'une génération de jeunes cadres en quête de cohérence entrepreneuriale (sur quelles bases orienter les choix de l'exploitation pour demain) mais aussi identitaire (construire leur représentation de ce qu'est un-e bon-ne agriculteur-trice) ;
- en tant que géographe, je me décentre par rapport aux mondes agricoles pour montrer (et pour leur montrer) comment se construisent des articulations avec le reste de la société, en particulier aux échelles du voisinage et de l'espace vécu. Du coup je deviens aussi, dans un univers professionnel non-agricole, un peu le porte-parole de ces mondes agricoles.

Dans ces trois postures professionnelles (conseiller, formateur, chercheur) l'expérience des personnes concernées est essentielle. Mais elle n'a pas le même statut vis-à-vis de celle de l'intervenant plus ou moins temporaire que je suis dans leur vie. Si les relations de conseil et de formation pourraient faire l'objet de développements, il s'agit pour nous aujourd'hui de préciser quels peuvent être ces rapports dans le contexte de la recherche.

Où je vous propose d'aller

Mon but principal est de vous donner envie de discuter de cette question : quelle place je donne dans ma recherche aux personnes étudiées ou concernées par celle-ci ? Et quelle place j'accepte de prendre dans leur vie ?

Hervé et moi sommes géographes, nous avons donc certaines habitudes liées à cette discipline ; dans la discussion n'hésitez pas à nous renvoyer des situations, vos situations, dans lesquelles ces rapports se construisent différemment. La pluri et l'interdisciplinarité ont entre autres mérites celui de nous obliger à relativiser notre posture disciplinaire usuelle vis-à-vis des personnes étudiées. Par exemple mon expérience d'agro-économiste me fait percevoir les agriculteurs comme des stratèges « uniques » là où mes camarades géographes et sociologues ruraux ont tendance à les percevoir comme des agents au sein de catégories structurées.

Sans chercher à apporter d'arguments théoriques élaborés (Hervé s'en charge !), je propose d'aborder la question des rapports entre les disciplines scientifiques SHS et les savoirs dont sont porteurs les "objets scientifiques" humains étudiés selon trois entrées qui correspondent à des étapes fondamentales dans la maturation d'un doctorat :

- la confrontation des questionnements ;
- la prise en compte des savoirs et des expériences des personnes et des groupes étudiés ;
- le "retour au terrain" dans le cadre de ce que l'on appelle l'appropriation sociale des sciences.

A noter : sur ces questions, je vous conseille d'aller voir les travaux des doctorants de l'école d'été de géographie sociale sur "acteurs" "terrains" et "éthique", publiés dans la revue *ESO Travaux et documents*, en ligne : <http://eso.cnrs.fr/spip.php?article219>.

1. La confrontation des questionnements

a) Recevoir tous les questionnements de la société civile ?

Comment la recherche reçoit-elle les questions vives explicitement formulées par les individus, les groupes et les institutions qui sont acteurs de la thématique abordée ?

Comment prend-on en compte que ces questionnements sont à comprendre dans un champ de forces sociales en mouvement ?

Dans le domaine des loisirs, Michel BELLEFLEUR et Johanne TREMBLAY (2003) proposent ainsi une analyse des luttes qui opposèrent l'église catholique québécoise et les pratiquants de base dans les années 70-80. La volonté de voir reconnues leurs aspirations poussa les bénévoles à construire de nouvelles structures. Dans une situation de cet ordre, comment formuler une question de recherche qui intègre les deux paradigmes qui s'affrontent ? Les auteurs sont philosophe et anthropologue, nul n'est parfait-e, s'ils étaient géographes la dimension spatiale de cette dichotomie aurait également pu étayer leur argumentation :

Voici un exemple issu de mes travaux sur la vente directe.

Exemple : les circuits courts...

Photo : une exploitation en vente directe © YLC

D'un côté un ensemble de pratiques en évolution rapide, une grande créativité des acteurs concernés, l'opportunité de saisir dans un seul regard les agriculteurs, les consommateurs et la citoyenneté...

Mais d'un autre côté, le risque de construire une problématique autonome alors que les agriculteurs qui pratiquent la vente directe sont également impliqués dans les circuits longs (quelle cohérence dans l'appréhension de leur dynamique d'entreprise ?) et qu'avec leurs voisins agriculteurs non impliqués ils partagent les problématiques territoriales telles que le paysage, la pollution des eaux, le partage du foncier, la sécurité alimentaire des populations, etc. Dans ces conditions accepter de « travailler » sur les seuls circuits courts risque de désarticuler la représentation géographique du rapport entre l'agriculture (diverse) et son territoire (contigu).

En outre il existe des enjeux idéologiques et institutionnels qui échappent parfois aux chercheurs impliqués : par ex. les chambres d'agriculture ont aujourd'hui décidé de rattraper leur retard dans ce domaine, en ont fait une priorité, et mobilisent des financements là-dessus à condition d'en être ! Les chercheurs eux-mêmes peuvent par exemple associer circuits courts et agriculture biologique, oubliant que cette dernière ne concerne qu'un tiers (en Bretagne) et moins d'un dixième (en France) des vendeurs directs... Pour ces chercheurs c'est comme si la VD n'avait d'intérêt « que » quand elle porte sur des produits bios...

Mon approche sur cette question a été (PRIR Vente directe Bretagne Japon) :

- aborder la VD comme « une » forme de relation interpersonnelle entre agriculteurs et habitants, en examinant ce phénomène à l'aide du concept de médiation écouménale (Le Caro 2011) (prise de distance vis-à-vis du contexte socio-économique de la demande) ;
- ne pas isoler l'étude des vendeurs directs bio, en exigeant que l'enquête collective soit adressée à tous les vendeurs directs (prise de distance vis-à-vis de la représentation urbaine de la VD portée plus ou moins consciemment par les collègues chercheurs) ;
- examiner la VD en tant que développement particulier d'une agriculture plurielle traversée de questions communes et non en tant qu'objet scientifique autonome (prise de distance vis-à-vis des agriculteurs concernés, tant ceux qui pensent la VD en rupture radicale avec le système agricole dominant que ceux qui refusent d'y voir autre chose qu'une diversification et une niche de marché).

b) Formuler des questions de recherche audibles ?

Réciproquement comment formuler des questions de recherche qui ne nous coupent pas des êtres humains étudiés et de leurs organisations ? Cela peut se poser en terme de vocabulaire ou de représentations, c'est à dire en terme de communication entre chercheurs et acteurs (voir infra point 2). Mais c'est aussi très politique. Les personnes et surtout les institutions concernées classent très vite les questions de recherche en deux catégories (vous savez la méthode d'Obélix : ce qui se mange et ce qui ne se mange pas) :

- celles qui peuvent leur ouvrir des perspectives ;
- celles qui vont amener des problèmes !

Exemple : tensions autour du foncier agricole

Photo maison neuve auprès des vaches © YLC

→ Pour aborder les rapports des agriculteurs au foncier, qui faut-il écouter ?

- les Chambres d'agriculture (qui formulent la question prioritairement face à l'avancée urbaine) ?
- les associations qui dénoncent la mainmise des agriculteurs sur la campagne ?

→ Peut-on interroger des agriculteurs si la problématique est construite sur une hypothèse de publicisation de l'espace à laquelle ils n'adhèrent pas ?

Nicole Croix (1998) : la publicisation comme « couche » supplémentaire d'appropriation après celle des propriétaires – la terre comme bien fonds – et des exploitants – la terre comme outil de travail

vs

Camille Clément (thèse en cours) : la publicisation contre la privatisation de l'espace dans une logique de tension entre la ville et les agriculteurs

→ Peut-on poser la question de la place des agriculteurs dans la cité sans mettre en cause leurs propres rapports fonciers ? En pratique, si je réponds à la demande d'organisations professionnelles agricoles qui souhaitent que l'urbanisation consomme moins de terres, puis-je évacuer les deux faits suivants :

- la disparition des exploitations tient pour l'essentiel de l'agrandissement des autres (les agriculteurs se mangent entre eux au rythme de 3,5% par an) et très marginalement de la mutation des terres vers l'urbanisation ou la forêt (au maximum 1% des terres perdues tous les 7 ans, soit 0,14% par an) ;
- les agriculteurs deviennent vendeurs dès lors qu'ils prennent leur retraite sans successeur familial.

D'où mon approche sur cette question (projet Dytefort¹) : « qu'est-ce qui fait la valeur du foncier agricole pour les divers acteurs intéressés ? » Et non : « comment limiter la consommation foncière en espace périurbain ? » ou « comment adapter les pratiques agricoles à la demande urbaine ? »

c) Comment construire la crédibilité des SHS dans le champ social ?

Et si l'on institutionnalise ces questions, c'est à dire qu'on ne met plus le chercheur au regard d'individu mais au regard d'organisations ou de groupes, de nouvelles questions se posent.

Peut-on en SHS poser des questions qui fâchent, qui heurtent des savoirs ancrés au cœur des représentations sociales de l'objet d'étude ? Ne risque-t-on pas d'y perdre jusqu'aux possibilités de financement ?

Comment sortir les SHS d'un rôle de faire-valoir lorsque les thématiques abordées sont considérées comme des chasses gardées par d'autres disciplines, qui cultivent cette légitimité auprès des acteurs de terrain (par exemple les agronomes auprès des organisations professionnelles agricoles ou les biologistes auprès des médecins) ?

2. La prise en compte des savoirs et des expériences des personnes et des groupes étudiés comme matériau de la recherche en SHS

Une particularité de nos travaux est que bien souvent les personnes "étudiées" ont elle-même une expérience ou une connaissance de la thématique abordée. Cela leur donne une compétence qui les rend capables de « jouer » avec le chercheur (Di Filippo, 2011) ! Cela pose aussi la question du vocabulaire pertinent pour communiquer. Enfin cela interroge les contextes concrets de l'investigation auprès des individus en SHS.

La géographie est souvent associée à l'aménagement. C'est parfois simplement une question financière (quand un opérateur de l'aménagement finance une recherche à visée fondamentale, dans le cadre d'une Cifre par ex.). Parfois aussi un objectif en soi de la recherche (accompagner les choix politiques et techniques des opérateurs). Lewis Holloway et al. (2006, p.121), étudiant les réseaux alimentaires alternatifs, alertent alors sur le risque, dans ces situations, que l'on cherche davantage à évaluer ou à anticiper (prospective) des politiques et processus prédéfinis (« larger scale policy statements on sustainability ») au détriment des compétences des acteurs (« actually existing sustainabilities »).

a) Le doctorat en SHS comme exploration de l'humain

Ceci introduit dans la démarche d'enquête d'une thèse un dédoublement de l'enquêteur-trice, qui doit composer dans une sorte de jeu avec les personnes interrogées.

¹ Dynamiques territoriales et foncières dans les espaces ruraux en transition.

Dédoulement de l'enquêteur-trice

Le ou la doctorant-e est à la fois, dans sa revendication de scientificité, **extérieur au sujet** interrogé (entomologiste de l'humain en quelque sorte) et **impliqué dans un dialogue avec lui** en tant qu'autre humain (frère ou sœur d'humanité, engagé comme lui dans les arcanes de la société et sensible comme lui aux lignes de force de sa psyché consciente et inconsciente).

Le jeu avec les personnes interrogées

Les personnes interrogées révèlent tout ou partie de leurs savoirs et peuvent aussi "**mentir**" un peu. Le double risque est alors d'introduire sans précaution, sous prétexte d'objectivation, des méthodes inquisitrices (croisement de données, etc.), ou bien au contraire d'accepter naïvement de traiter les données subjectives brutes comme matériau « irréfutable » puisque « prononcé » par les vrais gens... Manque de respect des personnes dans le premier cas, ambition scientifique limitée dans le second.

Pour surmonter ces contradictions il existe en SHS un travail "avec" l'enquêté-e tout à fait spécifique, une aventure partagée qui peut être poussée très loin dans la démarche ethnologique mais qui doit être explicitée dans tous les cas, comme le font par exemple très bien Eva Bigando et Frédéric Tesson (2011) ou Laurent Di Filippo (2011). Les résultats sont par conséquent à structurer sur deux niveaux de lecture :

- les mécanismes mis à jour et validés par la démarche scientifique ;
- la manière dont les acteurs concernés s'en jouent.

b) Les mots pour le dire

Prendre en compte les personnes « objets » de l'étude comme « sujets » de la problématique c'est d'abord accepter d'employer leurs mots. Ou au moins, si on leur demande d'appivoiser le vocabulaire de la recherche, de **faire l'effort d'expliquer notre lexique**. Ceci va faciliter la communication, mais cela va surtout apporter des informations pertinentes pour affiner la problématique. De ce point de vue l'ethnographie nous apporte, par son attention aux vocabulaires vernaculaires, un soutien fondamental.

Un exemple qui m'a marqué : comment Sophie Laligant (2007) s'étonne du terme de « légume » utilisé par les paysans de Damgan (56) pour désigner tout ce qui est mis en culture après la céréale d'hiver (par exemple l'orge et les pommes de terres sont dites indifféremment « légumes ») et en vient à comprendre comment s'organise le travail collectif des champs sur le « rayage » (partie du finage appropriée en commun) et l'ensemble de la pensée agraire.

Un exemple : le terme « paysage »

Photo : J. dans son champ de maïs avec talus © YLC

Dans mes recherches, un problème concret est posé par le terme « paysage ». Fondamental en géographie, ce terme met en difficulté les agriculteurs car ils ne perçoivent pas comme tel leur exploitation et l'espace agricole en général. Au lieu de leur demander : « le paysage qui entoure votre maison vous semble-t-il (très beau, beau... laid) ? », ce qui les oblige à une évaluation esthétique urbaine, j'aurais du leur demander « aux alentours de votre maison estimez-vous qu'il y a (trop peu, assez peu... beaucoup trop) de talus ? » car le talus (haie comprise) est un élément concret de leur pratique agricole, pas le paysage pris dans son ensemble².

² Même si je ne souscris pas à l'argumentation d'Alain Roger (1997) qui prétend que les paysans n'ont pas de paysage, lequel ne peut résulter *que* d'une artialisiation, une mise en art à travers la composition picturale d'un « paysage ». Venant d'un professeur d'esthétique de l'art, cela ne ressemble-t-il pas un peu à une captation conceptuelle ?

c) Contextes d'investigation

Le temps me manque mais je voudrais attirer votre attention sur un fait : le contexte d'investigation joue un rôle dans les rapports de pouvoirs entre le ou la doctorant-e et la personne interrogée. Par rapport de pouvoir j'entends rapport entre la compétence scientifique et la compétence vernaculaire.

Trois observations issues de mon expérience...

Conduire l'investigation dans les lieux d'occurrence de la question traitée

La parole des personnes est d'autant plus subtile, vraie, confiante aussi que l'on va conduire l'investigation dans les lieux d'occurrence de la question traitée, dans les lieux dont la personne interrogée connaît les plis et recoins. Il faut s'impliquer dans le terrain de l'autre !

Mon choix : les **entretiens « bottes aux pieds »**, pour valoriser les savoirs spatialisés des agriculteurs.

Effet des groupes d'appartenance

La parole des personnes ne peut être dissocié des représentations véhiculées voire promues par ses groupes d'appartenance ; mais on peut chercher à varier les contextes pour mesurer cet effet : il n'est pas neutre d'interroger des agriculteurs à la sortie d'une AG de leur syndicat, en petit groupe ou chez eux (dans ce dernier cas j'observe par ex. que les agriculteurs produisent des discours sinon débarrassés du moins beaucoup moins chargés de stéréotypes) ; dans certains cas au contraire il est intéressant de constituer des groupes de personnes (voir point suivant) qui sont moins bien représentés, par ex les agricultrices, les adolescents, les ouvriers, pour repérer les failles des structures sociales...

Le jeu complexe des rapports entre la chercheuse, les jeunes et les institutions urbaines (objets conjoints de son étude sur les « services jeunesse ») est bien explicité par Véronique Bordes (2007). Elle montre comment se fabrique dialectiquement un équilibre entre les prescriptions institutionnelles et les appropriations juvéniles.

Mon choix : croiser ces niveaux, ne pas faire confiance aux seuls acteurs institués, inviter à un entretien individuel **chez eux** certaines des personnes interrogées en groupe ou en situation de responsabilité.

Sujets qui ne sont pas clairement préconstruits : donner du champ à l'enquête

Lorsque l'investigation porte sur des sujets qui ne sont pas clairement préconstruits dans l'expérience des personnes interrogées, il faut leur laisser du temps (par exemple en répétant l'entretien) ; et pour leur permettre d'avancer sur un sujet que le chercheur, lui, connaît bien, leur donner l'opportunité de partager cela en groupe.

Mon choix : j'ai développé deux recherches sur la base de **focus groups** (groupes thématiques de discussion). Chaque groupe se retrouve deux fois. Lourds mais intéressants.

3. Le "retour au terrain" ou l'appropriation sociale des sciences

J'attire votre attention sur l'importance et la complexité d'une restitution aux acteurs impliqués dans la recherche comme demandeurs (cf. point 1) ou comme sujets d'études (cf. point 2).

Sur ce sujet, à noter le numéro 13 de la revue *¿ Interrogations ?*, intitulé « *Le retour aux enquêtes* », fourmille d'observations critiques issues de travaux souvent doctoraux (<http://www.revue-interrogations.org/>).

a) Comment faire ce retour ?

Réaliser concrètement une restitution aux acteurs concernés pose des problèmes concrets :

- niveau de langue, vocabulaire scientifique inadapté à un retour direct, nécessité de reformuler ;

- temps disponible en fonction des priorités ;
- coût postal ou frais de déplacements qui ne sont pas prévus.

Une petite expérience récente : dans l'Aunis j'ai conduit des focus groups sur l'espace agricole, la Chambre d'agriculture une prospective préventive sur l'avenir agricole local. Nous avons réalisé une soirée débat de restitution et rédigé un 8 pages en commun...

Certains vont plus loin dans la logique : pour dire l'indicible aux chercheurs et faciliter le retour vers le territoire d'enquête, Juhanne Dascon (2009) a choisi de présenter un tiers de sa thèse sous forme d'**un film** !

La **recherche-action** présente de ce point de vue des avantages (je ne développe pas ici ses intérêts et limites).

Dans le même esprit le **double entretien** (Hoyaux, 2003) permet aux personnes de vérifier qu'elles sont respectées. Cela leur importe davantage, dans la plupart des cas, que de connaître les livrables de la recherche. Dans ma seconde expérience, j'ai ainsi réuni deux fois chaque groupe de discussion, c'est mieux, moins frustrant pour les participants et rassurant pour le chercheur.

Une question éthique est posée par la **confidentialité** de nombreux témoignages recueillis en entretien. La restitution auprès d'un public local, averti, peut poser problème : puis-je me permettre de projeter une carte ainsi anonymée devant les agriculteurs de la même commune qui reconnaîtront immédiatement de quelle ferme il s'agit ?

Carte d'une exploitation agricole littorale © YLC

b) Quels partenariats pour les SHS ?

Quels enjeux pour la construction dynamique de partenariats chercheurs-acteurs capables de déboucher sur de nouveaux projets de recherche élaborés en commun ? Quels enjeux pour la crédibilité globale des SHS dans le corps social ?

Il ne faut pas négliger une difficulté spécifique aux SHS : pour les organisations partenaires, **la parole scientifique constitue un risque**. C'est certes vrai aussi de l'expertise en sciences expérimentales, mais en SHS c'est renforcé par la crainte (fondée) que les chercheurs ne remettent pas seulement en cause certains éléments de l'activité, mais aussi certains éléments de **l'institution** !

Les résultats scientifiques peuvent bousculer les idées reçues, poser des questions qui étaient occultées. Les personnes concernées et leurs institutions sont-elles assez stables pour accepter cela ?

Quelques exemples de retours « délicats » que j'ai été amené à faire :

- ◆ Loisirs en espace agricole : 80% des 176 agriculteurs interrogés favorables à la libre circulation dans l'espace agricole. ça ennuie aussi bien les randonneurs qui voudraient ne voir que les agriculteurs agressifs que les organisations agricoles qui protestent d'un « envahissement » de l'espace rural par des hordes d'urbains...

Photo : Chemin balisée © YLC

- ◆ Vente directe : le questionnement d'un collègue japonais (Yakushin, 2011) sur la concurrence faite par les Amaps au petit commerce laisse sans voix... Et quand j'ajoute, devant 200 vendeurs directs, le caractère néo-libéral de ce développement (le retour au chacun pour soi qu'avait réussi à terrasser le mouvement coopératif...), ça jette un froid ;

Photo : Pommes à vélos © Brice Sénéca

- ◆ Foncier : l'écart de représentation du foncier entre agriculteurs et agricultrices. Ces messieurs se sentent mis en cause par leur épouses : vous imaginez l'importance de l'anonymat !

Photo : Femme © Brice Sénéca

c) Quelle légitimité dans le champ scientifique ?

Quelles questions tout cela peut-il poser vis-à-vis de l'injonction qui nous est faite de "publish or perish" dans des revues que les personnes concernées ne lisent pas ?

Et réciproquement comment faire reconnaître le travail que constitue une restitution et les opportunités scientifiques qu'elle ouvre ? Il est clair qu'après une grosse enquête on doit rédiger sa thèse et publier, pas restituer ! Il est clair également que les textes que l'on produit pour accompagner la restitution ont une valeur de reconnaissance scientifique proche de zéro.

Alors il faut être malin ! Quelques pistes :

- repérer des revues classées dont le niveau de langue permet assez facilement de produire une version destinées à la vulgarisation ;
- publier à des fins d'appropriation sociale les études de cas réalisées (approche idiographique), ce qui vous permet de vous y référer dans des articles plus théoriques (approche nomothétique) où il n'y a en général pas assez de place pour développer les exemples empiriques qui fondent la démonstration ;
- écrire à plusieurs un article scientifique sur votre expérience du terrain ;
- et pour les plus passionné-e-s en faire un objet de recherche en soi, comme l'a proposé la région Bretagne dans son programme ASOSC (Appropriation sociale des sciences).

Mais dans ce domaine mes conseils sont un peu faciles car j'ai moi même bien du mal à régler cette question !

Merci de votre attention !

Photo : chemin rural © YLC

4. Bibliographie

- BELLEFLEUR Michel & TREMBLAY Johanne, **L'action volontaire en loisir ou le troc des valeurs : initiative, engagement et créativité dans la société civile.** *Loisir et Société/Society and Leisure*, 2003, 26 (2), pp. 345-368.
- BIGANDO Eva & TESSON Frédéric, **Quand la recherche se connecte à l'action et fait du retour vers l'enquête une condition de l'interface – à propos d'une démarche d'enquête sur les paysages du quotidien.** *Interrogations ?*, 2011, 13, 12 p., en ligne : <http://www.revue-interrogations.org/Quand-la-recherche-se-connecte-a-l> [consulté le 20 mai 2015].
Dossier « Le retour aux enquêtés » ; les auteurs, géographes, intègrent les choix des personnes concernées dans la construction de leur corpus photographique.
- BORDES Véronique, **Les effets d'une politique municipale sur les déplacements des jeunes. Une approche socio-ethnographique.** *Sociétés et Jeunes en difficulté* [En ligne], 2007, 4, mis en ligne le 28 mars 2008, URL : <http://sejed.revues.org/index1953.html> [consulté le 13 novembre 2011].
Le même auteur approfondit ces interrogations dans une communication au colloque ESO "Les enfants et les jeunes dans les espaces du quotidien", Rennes, 16-17 novembre 2006 (texte non publié à retrouver auprès des organisateurs).
- CLEMENT Camille (thèse en cours). **Dynamiques et gouvernance des espaces agricoles périurbains : entre privatisation et publicisation. Cas des régions viticoles du Languedoc-Roussillon et du Nord-Ouest Portugal.** Thèse de géographie, Université Montpellier 3, démarrée en 2010 ?
Lucette Laurens (dir.), avec comité de thèse : F. Jarrige (Montpellier SupAgro) et C. Soulard (INRA Montpellier, UMR Innovation).
- CROIX Nicole, **La terre entre terroir et territoire. Mutations foncières et organisation des campagnes armoricaines méridionales (1968-1998).** Thèse de doctorat d'Etat de géographie, Université de Nantes, 1998, tome 1, 559 p.
(Jean Renard, dir.)
- DASCON Juhane, **Les acteurs paysans du tourisme au Kilimandjaro. Écriture filmique & écriture textuelle comme mode de compréhension des dynamiques géographiques en terre Chagga.** Thèse de géographie, Université de Toulouse le Mirail, 2009. Charlery de la Masselière Bernard (dir.)
Ou comment le film (un tiers de la thèse) a été jugé pertinent pour transcrire et analyser un vécu habitant...
- DI FILIPPO Laurent, **Plus qu'un retour aux enquêtés, construire des ponts par l'observation participante : étude d'une communauté en ligne.** *Interrogations ?*, 2011, 13, 9 p., en ligne : <http://www.revue-interrogations.org/Plus-qu-un-retour-aux-enquetes> [consulté le 20 mai 2015]
Dossier « Le retour aux enquêtés » ; l'auteur intègre une communauté de joueurs en ligne pour l'étudier.
- HOLLOWAY Lewis, COX Rosie, VENN Laura, KNEAFSEY Moya, DOWLERS Elizabeth & TUOMAINEN Helena, **Managing sustainable farmed landscape through 'alternative' food network : a case study from Italy.** *The geographical journal*, 2006, 172 (3), pp. 219-229.
Pour donner toute leur place aux initiatives des acteurs non institués.
- HOYAUX André-Frédéric, **Les constructions des mondes de l'habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique.** *Cybergeo : European Journal of Geography*, épistémologie, histoire, didactique, [en ligne], article 232, mis en ligne le 15 janvier 2003, modifié le 02 mai 2007.
URL : <http://www.cybergeo.eu/index3401.html> . Consulté le 18 mai 2008
document 216, mis en ligne le 15 janvier 2003. URL : http://cybergeo.revues.org/index_3401.html [consulté le 7 octobre 2011].
- LALIGANT Sophie, **Un point de non-retour. Anthropologie sociale d'une communauté rurale et littorale bretonne.** Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007, 394 p.
Préface de Claudine Friedberg
- LE CARO Yvon, **En Bretagne, un rôle renouvelé pour l'agriculteur : médiateur écrouménil.** in : **Du Teikei aux AMAP - le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux**, Hiroko Amemiya (dir.), Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2011, pp. 151-173.
Dans ce texte le savoir et l'expérience des agriculteurs sont théorisés sur la base de la médiance (A. Berque, Ecrouménil, Belin, 2000).

LE CARO Yvon, **Les loisirs en espace agricole. L'expérience d'un espace partagé.** Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2007, 431 p.

ROGER Alain, **Court traité du paysage.** Paris : Gallimard, 1997, 203 p.

YAKUSHIN Hitoshi, **Le rôle théorique et potentiel des marchés organisés.**

in : **Du Teikei aux AMAP - le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux**, Hiroko Amemiya (dir.), Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2011, pp. 253-263

[ISBN : 978-2-7535-1297-9] (Coll. Economie et société, 350 p.).